

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 21 NOVEMBRE 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/633		
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE AUPRES DE LA VILLE DE LA GARDE - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

ABSENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/633

BUREAU DU 21 NOVEMBRE 2022

**O B J E T : CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES
SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE AUPRES DE LA VILLE DE LA GARDE
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 52-11-4-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°19/10/321 du Conseil Métropolitain du 03 octobre 2019 relative à la mise à disposition des services de la Métropole TPM auprès de la ville de La Garde,

VU la délibération n°11 du Conseil Municipal du 19 septembre 2022 relative à l'approbation de la convention de mise à disposition de services métropolitains auprès de la commune de La Garde,

VU le projet de convention, ci-annexé,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 02 novembre 2022,

VU l'avis de la Commission Espaces Publics et Proximité du 25 octobre 2022,

CONSIDERANT que la transformation de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée en Métropole au 1^{er} janvier 2018 a impliqué le transfert de nombreuses compétences communales,

CONSIDERANT que conformément aux dispositions des articles L 5211-4 et L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les moyens matériels et humains affectés aux compétences devenues métropolitaines sont de plein droit transférés à la Métropole TPM,

CONSIDERANT qu'une partie des moyens nécessaires à l'exercice de ces nouvelles compétences a toutefois été conservée par la ville en raison de leur caractère difficilement divisible,

CONSIDERANT que dans l'intérêt d'une bonne organisation des services de chacune des collectivités, et d'une continuité du service public, il est nécessaire pour assurer la bonne réalisation des missions métropolitaines de mettre à disposition certains services de la Métropole TPM à la ville de La Garde,

CONSIDERANT que les services d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences,

CONSIDERANT que suite à des délibérations concordantes, la commune de La Garde et la Métropole TPM ont signés en date du 14 janvier 2020, une convention ayant pour objet de régler les conditions et les modalités selon lesquelles la Métropole TPM met à disposition de la ville certains de ses services pour l'accomplissement de missions de compétences communales dites « missions mutualisées »,

CONSIDERANT que la nouvelle convention ci-jointe a pour objet de mettre à jour la convention initiale au regard des modifications intervenues sur l'organigramme de l'antenne métropolitaine. Les annexes à la convention détaillent :

- La dénomination des services ou parties de services TPM mis à disposition de la Ville,
- La nature des missions, ainsi que leur fréquence d'intervention, qualité, quotité,
- Le nombre d'agents concernés par la mise à disposition,
- A titre indicatif, l'estimation du temps d'intervention en nombre d'Equivalent Temps Plein (ETP) et le profil de l'équipe d'intervention (catégorie),

CONSIDERANT que la convention a une durée de 3 ans, et entrera en vigueur après sa signature avec effet au 1^{er} janvier 2022, renouvelable par tacite reconduction après la réalisation d'un bilan global de fonctionnement du dispositif mis en place,

CONSIDERANT que la mise à disposition de services métropolitains concerne expressément ces services et missions exercées,

CONSIDERANT qu'il y a lieu, dans les conditions susvisées, de signer ladite convention,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole TPM à signer la convention de mise à disposition des services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée auprès de la ville de La Garde, dans les conditions et pour la durée qui y sont définies.

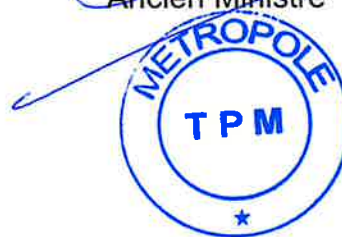
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 21 novembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES METROPOLITAINS
VILLE DE LA GARDE**

Entre les soussignés :

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président en exercice, Monsieur Hubert FALCO, autorisé par délibération n° du , sise 107 Boulevard Henri FABRE, CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9,

Ci-après dénommée « *la Métropole TPM* »

D'une part,

Et :

La commune de La Garde représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jean-Louis MASSON, dûment habilité par une délibération du Conseil Municipal en date du

Ci-après dénommée « *la Ville* »

D'autre part,

Préambule :

Cette mise à disposition présente un intérêt particulier dans le cadre de la bonne organisation des services de chacune des collectivités précitées, et du maintien du niveau de qualité de service rendu aux administrés suite aux transferts des compétences liées à la création de la Métropole TPM au 1^{er} janvier 2018.

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La transformation de la Communauté d'Agglomération TPM en Métropole au 1^{er} janvier 2018 a entraîné le transfert de nombreuses compétences communales.

Conformément aux dispositions des articles L 5211-4 et L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'ensemble des moyens matériels et humains affectés aux compétences devenues métropolitaines sont de plein droit transférés à la Métropole TPM.

Une partie de ces moyens est toutefois affectés à des activités qui sont demeurées de compétence municipale.

Dans l'intérêt d'une bonne organisation des services de chacune des collectivités, et d'une continuité du service public, il est nécessaire de pallier aux conséquences des transferts d'agents et de matériels communaux en mettant les services de la Métropole TPM à la disposition de la Ville.

L'article L 5211-4-1-III du CGCT dispose :

« Les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition, d'une ou plusieurs, de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services. »

Le présent contrat constitue pour les parties un outil permettant d'optimiser leur collaboration et une garantie pour les communes du maintien d'un niveau de service équivalent à celui jusqu'alors constaté.

VU l'avis du Comité Technique de la Métropole TPM en date du 19 Novembre 2018

VU l'avis du Comité Technique de la Ville de La Garde ;

VU l'article L 5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;

VU la convention de mise à disposition de services métropolitains conclue avec la ville de La Garde par délibération n° 321 du 03/10/2019;

VU la convention de mise à disposition des biens par la Métropole auprès de la commune de La Garde et la décision n° 20/3 du Bureau Métropolitain du 20/01/2020 ;

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

TITRE I – OBJET ET DUREE

Article 1^{er} – Objet

La présente convention a pour objet de régler les conditions et les modalités selon lesquelles la Métropole TPM met, conformément au III de l'article L 5211-4-1 du CGCT, à la disposition de la Ville certains de ses services pour l'accomplissement de missions de compétences communales dites « missions mutualisées ».

Article 2 – Services mis à disposition et Missions

Les directions, services ou parties de services de la Métropole TPM mis à disposition pour le compte de la Ville sont les suivants :

Direction Générale des Services Techniques – Antenne de La Garde :

1. Direction et Administration de l'Antenne
2. Voirie Infrastructures – Chargés d'études
3. Voirie Infrastructures – CTM
4. Voirie Infrastructures - Espaces Verts
5. Direction Environnement – Déchets - Propreté
6. Garage

Les missions que ces Directions réalisent pour le compte de la Ville, font l'objet d'annexes à la présente convention qui constituent des référentiels de plafonds globaux maximums. Elles peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle sans délibération systématique sauf en cas de modifications majeures. La modification de l'année N s'effectuera avant le 31/03/N+1 au vu d'un état liquidatif accepté des parties au contrat.

Chaque annexe détaille :

- La dénomination des services ou parties de services TPM mis à disposition de la Ville,
- La nature des missions, ainsi que leur fréquence d'intervention, qualité, quotité,
- Le nombre d'agents concernés par la mise à disposition,

- A titre indicatif, l'estimation du temps d'intervention en nombre d'ETP et le profil de l'équipe d'intervention (catégorie)

Les mises à jour des annexes, sans incidence financière globale, feront l'objet d'un modificatif par accord des parties échangé par courrier. Toute autre modification fera l'objet de délibérations concordantes.

Outre les missions précitées, les services métropolitains pourront être mobilisés en cas d'événement exceptionnel sur demande du Maire de la Ville sans pour autant entraver le fonctionnement des services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Ces interventions donneront lieu à remboursement au vu d'un état liquidatif réalisé à l'euro prêt.

Article 3 – Durée

La présente convention est valable pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature par les parties, renouvelable par tacite reconduction après la réalisation d'un bilan global de fonctionnement du dispositif mis en place. Ce bilan global de fonctionnement peut intervenir à l'issue de la durée de renouvellement ou à la demande de l'une des collectivités concernées.

Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties après analyse des impacts organisationnels et financiers par les deux collectivités, accord sur les ajustements à opérer et par une délibération des deux assemblées entérinant ces principes.

Cette dénonciation prendra effet dans un délai de 6 mois à compter de la date de la délibération précitée.

De clause expresse, les parties conviennent qu'aucune indemnité ne sera due en cas de dénonciation.

La présente peut être modifiée par voie d'avenant.

TITRE II – MODALITES DE LA MISE A DISPOSITION DE SERVICE

Article 4 – Engagements de la Métropole

Les principes de rapidité, de simplicité et d'efficacité président à la bonne exécution des missions.

L'interlocuteur du Maire ou de son représentant est le Directeur Général des Services de la Métropole TPM, par délégation du Président.

La Métropole TPM s'engage à respecter le niveau de service attendu par la Ville quant à la fréquence d'intervention, la qualité des missions, etc, conformément au contrat d'engagement qui sera signé entre elles.

Les activités mentionnées dans les annexes sont intégrées dans la planification des activités du service mis à disposition.

Article 5 – Situation des agents

Les agents affectés aux services mis à disposition demeurent statutairement employés par la Métropole TPM, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs et sont de plein droit mis à la disposition de la Ville.

Les agents sont placés, pour l'exercice des missions réalisées au bénéfice de la Ville, sous l'autorité fonctionnelle du Maire.

Ce dernier, ou son représentant, adresse directement aux responsables des services ou parties des services concernés par la mise à disposition, les instructions nécessaires à l'exercice des missions dont le contrôle et l'exécution lui incombent.

Conformément aux dispositions de l'article L 5211-4-1 du CGCT, le Maire pourra donner une délégation de signature au responsable du service mis à disposition.

Le Président de la Métropole TPM est l'autorité hiérarchique. Il gère la situation administrative des personnels mis à disposition.

Le Président de la Métropole TPM, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire. Il est saisi au besoin par la Ville.

L'évaluation individuelle annuelle des agents affectés aux services ou parties de services mis à disposition relève de la Métropole TPM.

Article 6- Conditions d'emplois des personnels mis à disposition

Les conditions d'exercice des missions des agents mis à disposition à la Ville sont établies par elle dans la limite des termes du présent contrat.

Le Maire de la Ville veille, en lien avec la Métropole TPM, à garantir la sécurité et la protection des agents placés sous sa responsabilité, et s'assure de réunir toutes les conditions et tous les moyens qui garantissent la sécurité de l'agent, conformément aux normes en vigueur.

La Métropole TPM demeure compétente pour la définition des conditions de travail et prend notamment les décisions relatives aux absences, congés annuels et autres.

Article 7 - Mise à disposition des biens matériels

La convention de mise à disposition concerne également l'ensemble des biens matériels ou engins, nécessaires à l'exécution des missions objets du présent contrat.

Les biens affectés au service mis à disposition restent acquis, gérés et amortis par la Métropole, même s'ils sont mis à disposition de la Ville.

Ces biens sont régis par les dispositions de la convention de mise à disposition des biens par la Métropole auprès de la commune visée ci-dessus.

Article 8 – Assurances et responsabilités

Durant la mise à disposition du service, ou partie de service, les agents agissent sous la responsabilité exclusive du Maire.

A ce titre, les dommages susceptibles d'être causés aux tiers dans le cadre de l'exécution des missions réalisées par les agents mis à disposition relèvent de la responsabilité exclusive de la Ville. En d'autres termes, seule la responsabilité civile de la Ville pourra être recherchée en cas de dommages causés aux tiers.

Toutefois, dans le cas de dommages causés aux tiers par un véhicule de service, les garanties du contrat flotte automobile rattaché au(x) véhicule(s) concerné(s) seront mises en œuvre.

Les dommages susceptibles d'être subis par les agents de services mis à disposition dans le cadre de l'exercice de leurs missions relèvent de la couverture au titre des accidents de service par l'employeur desdits agents, c'est-à-dire la Métropole TPM.

Enfin, concernant les dommages liés aux biens, les biens de TPM relèvent de la couverture de la Métropole au titre de sa garantie dommage aux biens, et les biens des communes relèvent de la couverture des communes

TITRE III – REGIME FINANCIER

Article 9 – Principes

Conformément aux dispositions de l'article D 5211-16 du CGCT, le remboursement des frais de fonctionnement des services mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement constaté conjointement par la Ville et la Métropole TPM.

Article 10 - Détermination du coût unitaire de fonctionnement et son évolution

Le coût unitaire de fonctionnement est calculé à partir du coût global qui comprend pour chaque service :

Composantes du coût unitaire	Modalités de calcul
Charges de personnel	Salaire moyen d'un agent du service (<i>somme des salaires N-1 du service/ nombre d'agents affectés au service</i>)
Equipements de protection individuelle	Taux forfaitaire de 2% (<i>Année de référence 2018</i>)
Vêtements de travail	
Petit équipement et outillage	
Amortissement du matériel léger	

La Métropole TPM détermine ce coût unitaire à partir des dépenses du compte administratif N-1 pour les charges de personnel.

Les autres charges sont quant à elles évaluées dans un taux forfaitaire de 2% indexé sur la masse salariale, auxquels sera appliqué chaque année l'indice des prix à la consommation.

Article 11 – Détermination des unités de fonctionnement

Une unité correspond à une utilisation du service mis à disposition.

L'unité retenue pour l'ensemble des activités est l'équivalent temps plein (ETP).

Un état annuel devra dresser la liste des recours au service, convertis en unité de fonctionnement (ETP), sur la base des états annuels dressés par les responsables de service.

Article 12 - Remboursement

Le remboursement des frais par la Ville s'effectue au plus tard le 31 mars N+1 pour l'année N, sur présentation par la Métropole TPM d'un état liquidatif des recours aux différents services métropolitains joint à l'appui des titres de recettes émis par celle-ci. Cet état devra être signé conjointement par l'ordonnateur et le comptable de la Métropole TPM.

Le remboursement s'effectue de façon semestrielle sur la base d'un remboursement provisionnel au 30 juin de l'année N puis du versement du solde au 31 mars de l'année N+1.

Ce remboursement fait l'objet d'un premier appel de fonds provisionnel au 30 juin de l'exercice N déterminé à partir des dépenses constatées de l'exercice N-1, puis du versement du solde, au plus tard le 31 mars de l'année N+1, déterminé à partir des dépenses constatées de l'exercice N.

Concernant les charges de personnel, dans le cas particulier où les agents transférés exerçant dans le service mis à disposition ont fait l'objet d'une valorisation à 100% par la CLECT alors même qu'une partie de leur mission demeure communale, le remboursement est réputé réglé par le calcul de l'attribution de compensation, dans la limite de l'estimation initiale, convertie en ETP figurant dans les annexes. Le même principe sera appliqué aux charges indirectes liées aux agents transférés à 100% (composantes du coût unitaire de fonctionnement), et aux matériels.

Toute utilisation excédentaire des services donnera lieu à un remboursement selon les conditions et modalités précitées.

TITRE IV – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 13 – Suivi et compte rendu

Un suivi est mis en place au sein des services concernés chaque année. Les éléments collectés par les représentants de la Ville et de la Métropole TPM intervenant dans la mise en œuvre des conventions de mise à disposition de service pourront étayer le bilan global de fonctionnement.

Un Comité de suivi se réunira tous les trois ans soit avant le 31/12/2024 pour le prochain ; il pourra néanmoins en cas de nécessité se réunir à la demande d'une des parties avant cette échéance.

Ce comité se réunira afin :

- De réaliser un bilan d'activité triennal de la mise en œuvre de la présente convention,
- De confirmer ou modifier le dispositif (périmètre des missions, niveau de service),
- D'examiner les éventuels impacts financiers le cas échéant,
- Etre force de proposition pour améliorer la réorganisation des services,
- Signaler les évolutions, les dysfonctionnements, ...

Pour la Métropole TPM, la Direction Générale des Services Techniques Territoires et Proximité pour les missions relevant du périmètre de l'antenne et de la régie des eaux, La Direction des Ressources Humaines et la Direction des Finances participent à ces travaux ainsi que toute personne intéressée.

Pour la Ville, le Directeur Général Adjoint Ressources, le Directeur Général des Services Techniques, et toute personne intéressée, y participent.

Article 14 – Entrée en vigueur de la présente convention

La présente convention entrera en vigueur après sa signature par les parties, à effet du 1^{er} janvier 2022.

Article 15 – Contentieux

Les litiges résultant de l'application de la présente convention et d'échec des négociations amiables, relèvent de la compétence du Tribunal administratif de Toulon.

Article 16 – Annexes

La présente convention comprend 7 annexes dont le détail suit :

- **ANNEXE N°1** - Direction Générale des services Techniques - Antenne de La Garde – Direction et Administration de l'Antenne
- **ANNEXE N°2** - Direction Générale des services Techniques - Antenne de La Garde Voirie Infrastructures – Chargés d'études
- **ANNEXE N°3** - Direction Générale des services Techniques - Antenne de La Garde - Voirie Infrastructures – CTM
- **ANNEXE N°4** - Direction Générale des services Techniques - Antenne de La Garde - Voirie Infrastructures - Espaces Verts
- **ANNEXE N°5** - Direction Générale des services Techniques - Antenne de La Garde - Direction Environnement – Déchets
- **ANNEXE N°6** - Direction Générale des services Techniques - Antenne de La Garde – Garage

Ces annexes font partie intégrante de la présente convention

Fait à Toulon, le

Pour la Métropole,
Le Président,
Hubert FALCO

Pour la Ville,
Le Maire,
Jean Louis MASSON

ANNEXE N°1

Direction Générale des services Techniques

Antenne de La Garde

Direction et Administration Générale de l'Antenne

Service mis à disposition :

Direction et Administration Générale de l'Antenne

Nature des missions :

Le service est susceptible d'intervenir sur des opérations de gestion budgétaire, d'exécution comptable et dans la gestion des ressources humaines des équipes techniques restées communales.

Détail de la composition du service :

Le service mis à disposition comprend 8 agents en équivalent temps plein (ETP).

Estimation des unités de fonctionnement mobilisées :

A titre indicatif, la mise à disposition du service est estimée à **2217.66 heures soit 1.38 ETP**.

Etat des véhicules rattachés au service : (Néant)

ANNEXE N°2

Direction Générale des services Techniques

Antenne de La Garde

Voirie Infrastructures

Chargés d'études

Service mis à disposition :

Chargés d'études - Voirie Infrastructures.

Naturel des missions :

Le service est susceptible d'intervenir sur des missions de :

- Etudes travaux sur des espaces non transférés, notamment le parvis de la Mairie, l'esplanade GP, les cours d'écoles.

Détail de la composition du service :

Le service mis à disposition comprend 5 agents.

Estimation des unités de fonctionnement mobilisées :

A titre indicatif, la mise à disposition du service est estimée à **1896.26 heures, soit 1.18 ETP.**

Etat des véhicules rattachés au service :

- Un véhicule léger

ANNEXE N°3
Direction Générale des services Techniques
Antenne de La Garde
Direction Voirie Infrastructures
CTM

Service mis à disposition :

Service Voirie CTM.

Nature des missions :

Le service est susceptible d'intervenir sur des missions de :

- Encadrement d'équipes communales
- Entretien de la voirie non transférée
- Renfort sur des manifestations communales, notamment les Hivernales, les Médiévales, les concerts.

Détail de la composition du service :

Le service mis à disposition comprend 19 agents.

Estimation des unités de fonctionnement mobilisées :

A titre indicatif, la mise à disposition du service est estimée à **4869.21 heures soit 3.03 ETP.**

Etat des véhicules rattachés au service :

- 2 véhicules légers ;
- 9 véhicules utilitaires (Toles) ;
- 2 véhicules utilitaires de type « nacelle » ;
- 4 véhicules utilitaire de type « Benne » ;
- 1 véhicule utilitaire de type « épareuse » ;
- 1 véhicule utilitaire de type « tractopelle » ;

ANNEXE N°4

Direction Générale des services Techniques

Antenne de La Garde

Direction Voirie Infrastructures

Espaces Verts

Service mis à disposition :

Service Espaces Verts.

Nature des missions :

Le service est susceptible d'intervenir sur des missions de :

- Entretien, taille, plantation de végétaux, apport en engrais
- Coupe de branches basses, tonte

Sur espaces non transférés.

Détail de la composition du service :

Le service mis à disposition comprend 34.8 agents.

Estimation des unités de fonctionnement mobilisées :

A titre indicatif, la mise à disposition du service est estimée à **13 900.55 heures soit 8.65 ETP.**

Etat des véhicules rattachés au service :

- 8 véhicules utilitaires de type « benne » ;
- 4 véhicules utilitaires de type « tracteur » ;
- 1 véhicules utilitaires de type « tondeuse » ;
- 2 tondeuses ;
- 3 véhicules utilitaires de type « toles » ;
- 2 véhicules utilitaires de type « plateau » ;
- 1 véhicules utilitaires ;
- 1 véhicule léger ;
- 1 scooter ;
- 2 remorques ;
- 1 broyeur de végétaux ;

ANNEXE N°5

Direction Générale des services Techniques

Antenne de La Garde

Direction Environnement

Déchets Propreté

Service mis à disposition :

Service Propreté.

Nature des missions :

Le service est susceptible d'intervenir sur des missions de :

- Nettoyement après les manifestations communales.

Détail de la composition du service :

Le service mis à disposition comprend 22 agents.

Estimation des unités de fonctionnement mobilisées :

A titre indicatif, la mise à disposition du service est estimée à **5640.57 heures soit 3.51 ETP**.

Etat des véhicules rattachés au service :

- 7 véhicule utilitaire de type « benne » ;
- 1 véhicules utilitaires de type « laveuse » ;
- 1 véhicules utilitaires de type « toles » ;
- 3 véhicules utilitaires de type « balayeuse » ;
- 1 remorque ;

ANNEXE N°6

Direction Générale des services Techniques

Antenne de La Garde

Garage

Service mis à disposition :

Service Garage.

Nature des missions :

Le service est susceptible d'intervenir sur des missions d'entretien et de réparation des véhicules non transférés.

Détail de la composition du service :

Le service mis à disposition comprend 5 agents.

Estimation des unités de fonctionnement mobilisées :

A titre indicatif, la mise à disposition du service est estimée à **3953.22 heures soit 2.46 ETP.**

Etat des véhicules rattachés au service :

Néant